



BARRICADES

Bulletin Jeunes Travailleurs Anticapitalistes

SEPTEMBRE 2012

Emplois d'avenir... Emplois sans avenir !



C'est la rentrée des classes, mais pas pour tout le monde ! Pour les jeunes qui ont décroché tôt de l'école et ses classes surchargées, notre super-président de gauche a spécialement ficelé un tout nouveau type de contrat précaire : les « emplois d'avenir ».

D'ici fin 2014, l'État veut créer 150 000 boulots à temps plein payés au SMIC. Les employeurs seront principalement des associations et des organismes publics qui ont une utilité sociale : aide à la personne, animation socio-culturelle, entretien des espaces publics, mais aussi enseignement. Pour cela, le patron pourra choisir entre un CDI ou un CDD... c'est-à-dire choisir un CDD. Pendant 3 ans, il ne va déboursier que 355 €/mois, puisque c'est l'État qui va payer le reste du SMIC. Après ces 3 ans, l'« avenir » reste bien bouché : on se doute bien que le patron va préférer se débarrasser du jeune que de payer seul tout son SMIC, soit 1 425 €/mois...

Au moins, on pourrait être content que ces emplois soient consacrés à des tâches « utiles » pour la société, mais même pas ! 15 000 emplois d'avenir seront réservés aux entreprises privées qui proposeront des « parcours d'insertion ». Autrement dit, aux entreprises qui promettent de bien élever les jeunes pour qu'ils répondent aux exigences des employeurs. Car en vérité, voilà comment Hollande voit la jeunesse : des boulets pour la société, pas assez biens pour satisfaire les patrons et mériter un vrai boulot. Sombre ironie : à Amiens, où les jeunes s'étaient révoltés contre la violence policière, le maire PS veut faire de sa ville « la locomotive » des emplois précaires. Une fois encore, la réponse des gouvernements de gauche comme de droite pour faire taire la colère des jeunes, c'est la répression policière et l'exploitation capitaliste.

Contrats de génération : deux en un

Face au chômage qui frappe durement les jeunes et les vieux travailleurs, Hollande a trouvé la solution deux en un : les « contrats de génération ».

Le gouvernement propose de payer les « petits » patrons pour embaucher un jeune en CDI (2 000 €/an pendant 3 ans) et pour maintenir un ancien salarié dans la boîte (2 000 €/an jusqu'à la retraite). Sauf que pour Michel Sapin, ministre du travail, un « petit » patron, c'est un patron qui dirige pas plus de ... 300 salariés ! Avec 100 salariés à ses ordres, on est déjà un exploiteur ! Pour les vraies petites entreprises qu'il reste, les politiciens prétendent tout faire pour les aider. En réalité, c'est la concurrence capitaliste qui les ruine, et ça, ils ne veulent surtout pas y toucher ! Attention, les « grands » patrons, eux, ne recevront pas d'argent avec les contrats de génération. Ils devront juste négocier ces contrats avec les délégués syndicaux pour continuer à bénéficier des allègements fiscaux laissés par la droite. Ici encore, la gauche n'a pas du tout l'intention de remettre en question ces avantages offerts aux patrons !

Nos revendications

- Interdiction de tous les contrats précaires ! CDI pour toutes et tous !
- Partage du travail jusqu'à l'abolition du chômage !
- Pré-salaire pour tous les jeunes !
- Financement 100 % public des CFA !

Contre la « règle d'or » de l'austérité
Contre l'Union Européenne des capitalistes

Non au nouveau Traité Européen (TSCG) !

Dans quelques semaines, probablement la première semaine d'octobre, le pacte budgétaire européen dit TSCG (traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance) sera voté au parlement.

De quoi s'agit-il ?

TSCG = austérité totale

- Le déficit du budget de l'État devra être contenu à 0,5 % du Produit Intérieur Brut annuel.
- La réduction de la dette publique serait rapide.
- **Au final, 80 milliards d'euros de coupe budgétaire !**

Mais d'où vient l'augmentation de la Dette ? D'abord des cadeaux fiscaux aux plus riches depuis les années 80. Après nous avoir volés, on veut nous faire payer les dettes des privilégiés !

Le traité prévoit d'engager des réformes « structurelles » sous le contrôle de la Commission Européenne. Traduction : **la casse de nos principaux acquis (retraites, Sécu...).**

Le TSCG est un traité au service des plus riches, il implique une régression sociale extrêmement violente. Tout doit donc être fait pour en empêcher sa ratification.

L'affaire du traité TSCG est d'autant plus scandaleuse que lors des élections présidentielles, les candidats du PS s'étaient déjà engagés à ne pas ratifier le texte en l'état. C'était pendant la campagne électorale...

80 milliards d'euros d'économie chaque année, c'est 1,5 fois le budget actuel de l'Éducation ! Cela veut dire des dizaines de milliers de suppressions de postes dans le public, qui viendraient s'ajouter aux 400 000 licenciements prévus dans le privé (à PSA, Doux, Sodimédical...).

Infliger une première défaite à la politique d'austérité

Depuis ces derniers mois, L'Union Européenne et la Banque Centrale Européenne multiplient les « recommandations » qui visent à casser nos acquis les uns après les autres : services publics, droit du Travail... Et c'est cette politique que Hollande et son gouvernement mettent en place - il suffit de voir la venue du premier ministre J-M Ayrault à l'université d'été du MEDEF.

Le NPA s'oppose clairement à cette politique. C'est pourquoi nous sommes dans l'opposition de gauche à ce gouvernement. Notre objectif est un gouvernement menant une politique de rupture avec ce système capitaliste.

D'ores et déjà, de nombreuses associations, partis politiques de gauche, syndicats... condamnent le traité TSCG et exigent qu'il ne soit pas ratifié. Une manifestation nationale est appelée le 30 septembre. On ne peut que s'en féliciter : seule la mobilisation la plus large parviendra à faire reculer Hollande.

Contre la ratification du TSCG

**Contre l'Union Européenne du patronat et des banquiers
Pour une politique de défense du monde du Travail**

Le dimanche 30 septembre, tous dans la rue !